

une représentation efficace sur le marché et, dans le cas des produits électriques et électroniques, être prêt à investir le temps et l'argent nécessaires dans le processus de certification et d'homologation.

Les dernières prédictions de l'UE pour les années 1997 et 1998 confirment qu'une reprise de la croissance économique s'amorce dans l'ensemble des pays de l'Union, avec une croissance projetée de 2,3 et 2,8 p. 100, respectivement. Il est évident que l'économie française traverse une période de transition. Bien que l'État y joue encore un rôle prépondérant, l'achèvement du marché intérieur européen, la mondialisation des échanges, et les pressions fiscales ne sont que quelques-uns des facteurs qui alimentent une réflexion sur la remise en cause du rôle de l'État dans l'économie française. Le gouvernement Jospin, en plus de mettre la lutte au chômage à l'avant plan de ses

priorités, entend promouvoir activement le développement des PME et des nouvelles technologies.

La France jouit d'une position géographique privilégiée. Elle est la charnière entre le Nord et le Sud, et se situe au carrefour de l'Europe. Elle dispose d'une infrastructure sophistiquée. Sa main d'œuvre est qualifiée et ses

coûts moyens sont parmi les plus bas des pays d'Europe du Nord. Avec plus de 60 millions de visiteurs par an, la France est aussi la première destination touristique internationale.

Le Canada est très bien placé pour profiter des transformations de l'économie française. Les perspectives qu'ouvre la France aux exportateurs et investisseurs canadiens s'avèrent prometteuses. La France renoue avec la croissance économique. La déclaration de « partenariat renforcé » entre la France et le Canada signée le 23 janvier 1997, lors de la visite du Premier ministre Jean Chrétien, le reconnaît et établit l'objectif de doubler les échanges France-Canada d'ici l'an 2000.

B. Un des moteurs de l'Union européenne

L'Union européenne s'apprête à prendre un tournant historique. L'achèvement de l'Union économique et monétaire ainsi que le passage en 1999 à la monnaie unique (l'euro), auront un impact durable sur l'intégration européenne. L'euro devrait permettre à l'UE de tirer pleinement bénéfice de l'achèvement du marché unique. À terme, les contraintes qu'imposera aux États-membres le passage à l'euro en matière de politique macro-économique devraient être compensées par des gains d'efficacité et une plus grande stabilité monétaire.

En tandem avec la République fédérale d'Allemagne, la France devrait continuer à exercer une forme de leadership moral au sein de l'UE. L'Union, jamais à court de défis, a un menu fort chargé devant elle. Il lui faut régler d'abord et avant tout la question monétaire, mais aussi adapter et



Le premier ministre Jean Chrétien à Paris le 23 janvier 1997

